
RÈGLES DE FONCTIONNEMENT ET COMPOSITION DES TGIRT

MISE À JOUR



POURQUOI UNE MISE À JOUR EST-ELLE NÉCESSAIRE?

- Évolution du contexte dans lequel les TGIRT ont été mise en place (abolition des CRÉ, CRNT, création du MERN et du MFFP)
- Modification de la portée de la gestion intégrée (recentrée vers les enjeux liés à la faune et à la forêt et sur la planification forestière)
- Maturation des TGIRT (appropriation par les parties prenantes)
- Exigences FSC en matière de représentativité + processus de règlement de différends (Normes boréales critères 2.3 et 4.4.)

QUI A TRAVAILLÉ À LA MISE À JOUR JUSQU'À PRÉSENT?

- Activa Environnement
 - Coordonnatrice TGIRT
 - Répondant du MFFP
 - Le Guide de la TGIRT: son rôle et son apport dans l'élaboration des plans d'aménagement intégré
-
- La mise à jour des règlements apparaît sur les compte rendus de la TGIRT commune depuis 2015. On avait choisi de former un comité de travail composé minimalement du Coordonnateur TGIRT, d'un représentant du Ministère et d'un expert en certification FSC

LES RÈGLES DE FONCTIONNEMENT ET DE COMPOSITION SONT COMPLÉMENTAIRES À :

- Processus d'harmonisation
- Grille de gestion des écarts
- Processus autochtone

Ces documents sont également entérinés en TGIRT et / ou avec MSS dans le cas des processus autochtones

PRINCIPAUX CHANGEMENTS : MANDATS ET RESPONSABILITÉS

- TGIRT:
 - TGIRT locale Pointe, Sud et Nord : élaboration des PAFIO, harmonisation des usages et opérationnels.
 - TGIRT commune: élaboration des PAFIT, fiches VOIC, dossiers d'intérêt régional.



PRINCIPAUX CHANGEMENTS : RÔLES ET RESPONSABILITÉS

- Notion de délégué de secteur obsolète
 - Les participants couvrent un éventail plus large que la liste obligatoire de la LADTF (article 55)
 - Simplification des catégories d'intervenants:
 - Participant
 - Remplaçant
 - animateur
 - Coordonnateur
 - Expert
 - Observateur
 - Représentant du MFFP
- Comité de travail

PRINCIPAUX CHANGEMENTS : QUORUM ET GESTION DES ABSENCES

- Pas de quorum (depuis 2011)
- Les participants confirment leur présence ou celle de leur remplaçant
- Le coordonnateur peut reporter la rencontre si le nombre et le profil des participants n'est pas suffisant pour assurer une bonne représentativité
- Le coordonnateur met à jour la liste des membres à chaque année.
- En cas d'absence répétée, le coordonnateur prend contact avec l'organisation : changer de représentant ou être suspendu jusqu'au retour d'un participant (continue de recevoir les communications)
- Pas de durée maximale des mandats : c'est l'organisme représenté et le participant qui décident de la fin de la participation
- Précision sur le niveau de participation autochtones

PRINCIPAUX CHANGEMENTS : DESCRIPTION DES RENCONTRES, PRISE DE DÉCISION PAR CONSENSUS, CODE D'ÉTHIQUE

- Allègement du texte, remaniement des sections
- Près des définitions du Guide de la TGIRT: son rôle et son apport dans l'élaboration des plans d'aménagement forestier intégrés
- Pas de calendrier incluant les dates des 3 prochaines rencontres, mais délai minimal de 1 mois pour aviser de la date de la prochaine TGIRT

PRINCIPAUX CHANGEMENTS : PROCESSUS DE RÈGLEMENTS DE DIFFÉRENDS

AVANT de déclarer le différend: démontrer les efforts de conciliation

Les participants n'arrivent pas à s'entendre: ils peuvent demander le soutien du coordonnateur et du Ministère dans le cadre d'une rencontre visant à poursuivre la discussion et à approfondir la compréhension mutuelle des intérêts en cause. Le coordonnateur et le Ministère donnent leur support pour encadrer les échanges, stimuler l'émergence de solutions équitables ou donner un avis technique. L'avis d'un expert peut également être sollicité. Si les parties n'arrivent pas à s'attendre, ils demandent à enclencher un règlement de différend.

PRINCIPAUX CHANGEMENTS : PROCESSUS DE RÈGLEMENTS DE DIFFÉRENDS

- 1) **MÉDIATION** : Les parties en litige se rencontrent en présence du coordonnateur des TGIRT et des représentants du Ministère. Les parties en litige présentent leurs préoccupations, clarifient leurs positions respectives et identifient des solutions de compromis. Les représentants du Ministère participent à la démarche à titre de personnes-ressources. Le coordonnateur encadre la discussion puis rédige une fiche contenant les principaux éléments relatifs à la rencontre, les éléments de rapprochement discutés, la position des parties en litige et les raisons qui sous-tendent cette position. La rencontre doit se réaliser à l'intérieur de 5 jours ouvrables suivant la déclaration du différend, ou dans le respect d'un délai convenu entre les parties impliquées.

PRINCIPAUX CHANGEMENTS : PROCESSUS DE RÈGLEMENTS DE DIFFÉRENDS

- **ARBITRAGE** : En cas d'échec de l'étape de médiation, le Ministère est responsable de trancher le différend, tel qu'indiqué à l'article 58 de la LADTF. La fiche préparée par le coordonnateur de la TGIRT à la suite de la rencontre de médiation est acheminée aux parties en litige qui ont 2 jours ouvrables pour entériner son contenu. Au besoin, le coordonnateur effectue les modifications nécessaires. La fiche doit être finalisée dans un délai de 5 jours ouvrables après la rencontre de médiation, ou dans le respect d'un délai convenu entre les parties impliquées. Elle est ensuite transmise au Ministère.

Les personnes concernées au Ministère analysent la situation et évaluent la position des parties. Ils peuvent demander l'avis d'un tiers au besoin. Le Ministère tranche le litige, dépose sa décision et l'explique à la TGIRT. La décision du Ministère doit être annoncée à l'intérieur d'une période de 5 jours ouvrables suivant la réception de la fiche, ou dans le respect d'un délai convenu entre les parties impliquées.

QUESTIONS ET COMMENTAIRES

Autres propositions ?

PRÊT POUR L'ADOPTION ?

- La mise à jour me convient
- Je ne suis pas parfaitement d'accord avec tout, mais je peux vivre avec
- Il est nécessaire de retravailler certains éléments

